

Le Mali fait tomber des têtes au Quai d'Orsay



Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, plus prompt à «user de la cravache que son prédécesseur» selon un diplomate.

Trois responsables du dossier sahélien ont été brutalement remplacés. Une « purge » sans précédent en pleine guerre.

Le petit monde des diplomates du Quai d'Orsay travaillant sur l'Afrique est en émoi. Sur fond de guerre au **Mali**, l'éviction par **Laurent Fabius**, fin février, du sous-directeur en charge de ce pays, Laurent Bigot, a «surpris et choqué», selon plusieurs sources au ministère des Affaires étrangères. D'autant plus que cet événement est survenu après la mise à l'écart, pour diverses raisons, de plusieurs diplomates intervenant sur le même continent. Quelques semaines plus tôt, Jean Félix-Paganon, représentant spécial pour le Sahel, nommé en juin 2012, a été remplacé. Et en octobre dernier, Élisabeth Barbier, responsable depuis peu de la Direction Afrique-Océan Indien (DAOI) du Quai d'Orsay, était évincée de son poste pour incompatibilité d'humeur avec le ministre. Elle est désormais ambassadeur en Afrique du Sud.

Des départs forcés qui ont été motivés chacun par «des raisons particulières», relativise-t-on dans l'entourage de Laurent Fabius. Ces décisions, en particulier celles concernant Bigot et Paganon, s'inscrivent pourtant dans un contexte global où le déclenchement anticipé des opérations militaires a intensifié les débats au ministère des Affaires étrangères, remis en cause des équilibres internes et suscité chez les diplomates des interrogations et des attentes sur leur rôle dans le règlement de la crise. L'actualité malienne a bousculé le Quai d'Orsay face à des militaires tenant le haut du pavé. Elle a aussi commencé à faire bouger - dans la douleur - les lignes traditionnelles des modes d'action du «Département» sur le continent africain.

Une vidéo qui fâche

Retour sur des mots qui fâchent et des portes qui claquent. Supprimée récemment de plusieurs sites Internet mais toujours visible sur YouTube, une **vidéo tournée en juillet 2012** montre le diplomate Laurent Bigot, à l'époque responsable de l'Afrique de l'Ouest, tenant des propos plutôt décapants sur le Mali. Filmé lors d'une conférence à l'Institut français des relations internationales (Ifri), ce très bon connaisseur du terrain met les pieds dans le plat en dénonçant notamment «une corruption gangrenant depuis de longues années toutes les sphères jusqu'au plus haut niveau». Il évoque aussi «une démocratie de façade» et souligne que, si «l'État malien s'est effondré sur lui-même», les déterminants de la crise, eux, demeurent.

Des propos tenus «à titre personnel», mais qui n'en reviennent pas moins à contester la politique menée depuis des années vis-à-vis du Sahel. Car pour Bigot, le problème ne se limite pas au «cas emblématique» du Mali. Le Burkina-Faso, dit-il, «est le prochain sur la liste à risquer de s'effondrer». Autant de déclarations qui, on s'en doute, ont suscité de fortes irritations à Bamako, à Ouagadougou et dans plusieurs capitales de la région. «Laurent Bigot était devenu gênant», commente un chercheur spécialisé sur l'Afrique.

Cette vidéo est l'un des éléments à charge retenus par Laurent Fabius contre Laurent Bigot pour précipiter son limogeage. Sollicité par *Le Figaro*, l'ex-sous-directeur d'Afrique occidentale a déploré avoir été «débarqué brutalement» mais n'a pas souhaité s'exprimer. Au Quai d'Orsay, on ne réagit pas officiellement même si, dans l'entourage du ministre, on souligne que «le débat est sain, mais franchir la ligne rouge de la déloyauté lorsque les décisions sont prises est inacceptable». Avant le déclenchement de l'opération «Serval», Laurent Bigot s'était montré sceptique sur une approche purement militaire de la crise au Sahel.

Une «task force» pour reprendre la main

Simple mise au pas d'un haut fonctionnaire par son ministre, plus prompt à «user de la cravache que son prédécesseur», comme l'affirme un diplomate? Résurgence de vieux clivages, comme ceux qui opposent militaires et diplomates, zélotes du «sécuritaire» et partisans du «développement»? «Tout le monde est bien conscient qu'il n'y a pas de développement sans sécurité ni de sécurité sans développement», tempère un collègue de Laurent Bigot. Différences d'approches, de méthodes, de réseaux? Autant de pistes, suggérées par les diplomates eux-mêmes qui, par-delà les cas individuels, ramènent aux arcanes des relations franco-africaines.

Depuis son arrivée à l'Élysée, François Hollande, qui connaît peu le continent, a affiché sa défiance à l'égard de tout ce qui pouvait évoquer, de près ou de loin, la Françafrique. On note, par exemple, la montée en puissance aux postes clés de spécialistes de l'Afrique de l'Est anglophone, notamment des «swahilistes» (du nom de la culture partagée par les peuples de la côte africaine orientale, NDLR), au détriment de l'Afrique de l'Ouest. C'est le cas notamment de Jean-Christophe Belliard, le nouveau patron de la DAOI, ex-ambassadeur à Madagascar, et de Laurent Viguié, en poste à Nairobi de 2003 à 2007, pressenti pour succéder à Laurent Bigot.

L'aimant Le Drian

L'intervention militaire française au Mali a encore fait évoluer la donne. «On est passé brusquement du préventif au curatif», résume un diplomate. Dans le triangle décisionnel dont la pointe est à l'Élysée, la Défense a pris du poids, politiquement et médiatiquement, par rapport aux Affaires étrangères. Dans les longs couloirs du Quai, on soupire en voyant les caméras de télévision comme **aimantées par Jean-Yves Le Drian**. «En même temps, se console un diplomate, chacun sait que l'action armée ne permettra pas, à elle seule, de gagner la paix». «Les vrais débats, résume une autre source, concernent la coordination de tous les protagonistes, le lancement d'un processus politique inclusif, l'effet d'entraînement sur l'État malien et les moyens pour que l'aide ne soit pas déversée en vain».

Soucieux de remonter en ligne, Laurent Fabius s'est donc attaqué au vaste chantier de l'après-guerre en réorganisant l'ordre de bataille de ses équipes. Face à la crise multidimensionnelle du Sahel, les structures administratives ont montré leur limite: Mali, Mauritanie, Niger, Algérie, n'appartiennent pas aux mêmes directions du Quai. Sur le modèle anglo-saxon, une «task force» a été mise en place. Ce groupe de travail interministériel (Affaires étrangères, Défense, Intérieur...) réunit chaque semaine, à des niveaux variables, des représentants de tous les intervenants sur le dossier malien. Laurent Fabius prône aussi une diplomatie «démultipliée» incluant, par exemple, la coopération décentralisée. Il réunira ainsi les acteurs du dossier sahélien le 19 mars, à Lyon, autour des collectivités territoriales, françaises et maliennes. De nouvelles pièces dans le dispositif mis en place par le Quai pour lancer un chantier qui s'annonce long et ardu - et pour reprendre la main.